



communiqué

N°:
No.: 173

Le 20 novembre 1985

NOUVELLE POLITIQUE SUR LA CHAUSSURE

Le gouvernement fédéral a annoncé aujourd'hui sa nouvelle politique sur la chaussure.

Lors de sa déclaration à la Chambre des communes, M. James Kelleher, ministre du Commerce extérieur, a indiqué que le gouvernement avait pris en considération les effets de huit années de contingentement des importations de chaussures.

"Ils ont fait monter les prix des chaussures. Les consommateurs canadiens ont payé environ entre 450 et 500 millions de dollars de plus que s'il n'y avait pas eu de contingentement de la chaussure, a déclaré M. Kelleher. Cette augmentation a été ressentie par les Canadiens à faible revenu, d'une part parce que leur budget est moins élevé et, d'autre part, parce que les importations de chaussures bon marché ont fait l'objet de contrôles," a-t-il ajouté.

Au mois de juin l'an dernier, le gouvernement précédent a demandé au Tribunal canadien des importations d'examiner la situation de l'industrie canadienne. Afin d'exécuter son mandat, le Tribunal a mené pendant un an l'enquête la plus fouillée jamais entreprise dans l'industrie de la chaussure. Le Tribunal a constaté que, ces dernières années, l'industrie canadienne de la chaussure avait généralement égalé, et quelquefois même dépassé, le rendement de l'économie dans son ensemble et du secteur manufacturier en particulier. Les changements constatés résultaient surtout des pressions du marché, plutôt que des huit années de protection accordée grâce au contingentement.

M. Kelleher a également déclaré: "Nous avons maintenant une industrie qui, mise à part une exception limitée et temporaire - les fabricants de chaussures pour dames et pour fillettes - est prête à affronter la concurrence internationale."